

**COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE**

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE**

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER**

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SÉANCE

1965-1966

28 MARS 1965

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

DOCUMENT 8

Rapport intérimaire

fait au nom de

la commission du commerce extérieur

sur

les relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël

Rapporteur : M. G. L. Moro

Au cours de sa séance du 23 novembre 1964, le Parlement européen a chargé la commission du commerce extérieur de présenter un nouveau rapport sur les relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël et cela notamment à la suite de la mission qu'une délégation du Parlement a accomplie dans cet État, du 26 octobre au 1^{er} novembre 1964.

La commission a nommé M. G. L. Moro rapporteur sur la question le 8 janvier 1965 et examiné le présent rapport intérimaire durant ses réunions des 24 février et 12 mars 1965.

Le présent rapport intérimaire ainsi que la proposition de résolution ont été approuvés à l'unanimité lors de la réunion du 12 mars 1965.

Étaient présents : MM. Blaisse, président, Kriedemann, vice-président, Moro, rapporteur, Aigner (suppléant M. Richartz), Bading, Bech, Berkhouwer (suppléant M. Rademacher), Briot, Carcaterra, van der Goes van Naters (suppléant M. Darras), Hahn, Kapteyn, Poher (suppléant M. Pedini), Rossi, Schuijt, Vredeling, Wohlfart (suppléant M. Toubau).

S o m m a i r e

	Page
<i>Chapitre I : Les aspects politiques</i>	1
<i>Chapitre II : Les aspects économiques</i>	2
<i>Proposition de résolution</i>	9
<i>Annexe I — Avis de la commission de l'agriculture</i>	11
<i>Annexe II — Tableaux statistiques</i>	15

RAPPORT INTÉRIMAIRE
sur les relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël

Rapporteur : M. G. L. Moro

Monsieur le Président,

1. Le Parlement européen a déjà eu l'occasion de discuter des problèmes qui se rattachent aux relations entre la Communauté et l'État d'Israël. Trois rapports, présentés respectivement le 21 janvier et les 6 et 12 mai 1964 par M. Blaisse, au nom de la commission du commerce extérieur ⁽¹⁾, se réfèrent en particulier au contenu de l'accord commercial conclu le 4 juin 1964 et entré en vigueur le 1^{er} juillet de cette même année.

2. Par la suite, répondant à l'aimable invitation du président de la Knesset, c'est-à-dire du Parlement de l'État d'Israël, une délégation du Parlement européen s'est rendue en mission d'études et d'information dans ce pays du 26 octobre au 19 novembre 1964. Elle a pu, à cette occasion, prendre contact avec la réalité des divers problèmes qui ont du reste fait l'objet de conversations approfondies avec les principaux responsables de la vie politique, économique et sociale de l'État d'Israël.

3. A la suite de cette mission, la commission du commerce extérieur a reçu le mandat d'approfondir l'examen des problèmes concernant les relations entre la Communauté et l'État d'Israël.

Le présent rapport intérimaire répond à ce mandat et entend contribuer à préciser l'orientation qu'il y a lieu de donner à l'accord commercial présentement en vigueur, afin de permettre une évolution vers des formes de coopération plus importantes et efficaces.

Le Parlement européen en effet, à la fin des débats qu'il y a consacrés, a souligné que l'accord commercial conclu le 4 juin 1964, entre la Communauté et l'État d'Israël, ne doit être considéré que comme un premier pas vers une collaboration plus active : celle-ci devrait pouvoir être réalisée en développant le contenu des conventions déjà existantes, et en ne perdant pas de vue les possi-

bilités de donner corps à un cadre institutionnel plus efficace, comme l'est celui de l'association. La délégation du Parlement, qui s'est rendue en Israël et qui a reconnu à l'unanimité la nécessité de rechercher des conventions plus importantes entre la Communauté et cet État, est arrivée à des conclusions identiques.

CHAPITRE I

Les aspects politiques

4. On sait que, depuis la fin de l'été 1958, le gouvernement israélien a recherché un dialogue avec le Marché commun. C'est de cette époque que datent les premiers mémorandums adressés par Israël à la C.E.E. et c'est à la fin de 1959 qu'a été accréditée auprès de la Communauté une représentation diplomatique israélienne par l'intermédiaire de laquelle, par la suite, le gouvernement d'Israël a cherché des rapprochements.

Ce n'est qu'en automne 1962, toutefois, que commença une première phase de négociations sur la base desquelles le Conseil de ministres de la C.E.E. délibéra au cours de sa session du 1^{er} avril 1963. Mais il se passa une année encore avant qu'à l'issue d'une seconde phase de négociations le Conseil de ministres ne donnât le mandat nécessaire à la conclusion de l'accord commercial qui, en fin de compte, fut signé, comme on l'a déjà dit, le 4 juin 1964.

5. Par leur longueur et leur lenteur, ces négociations n'ont certainement pas influé positivement sur la substance des résultats finalement obtenus. Tant Israël que la Communauté ont, explicitement ou implicitement, reconnu n'être arrivés qu'à un accord commercial objectivement très modeste. On sait du reste qu'Israël aurait souhaité conclure un traité d'association proprement dit.

6. Quelles ont été les causes déterminantes de ce résultat?

⁽¹⁾ Cf. doc. 125, 24 et 31, respectivement des 21 janvier, 6 et 12 mai 1964.

Votre commission estime ne pas devoir dissimuler que ces causes se sont aussi alimentées à certaines considérations d'ordre politique, en particulier la préoccupation des réactions qu'un traité d'association entre la Communauté européenne et l'État d'Israël aurait provoquées dans les pays arabes, et les espoirs qu'il aurait pu faire naître dans d'autres pays du bassin méditerranéen.

La Communauté européenne, défavorablement influencée par ces préoccupations, également dues au fait qu'il n'a pas encore été possible, au niveau communautaire, de définir dans son ensemble une politique commerciale commune et d'arrêter une commune orientation politique générale, a été contrainte d'adopter des positions circonspectes et réservées.

Quant à l'État d'Israël, après six années de laborieuses négociations, il a préféré conclure sur les points concrets où il était possible de le faire sans renoncer pour autant à insister sur les objectifs plus généraux.

D'un côté comme de l'autre, la conclusion de l'accord commercial, si modeste soit-il, a été malgré tout un fait positif et de grande importance politique.

7. Votre commission ne croit pas que le comportement prudent de la Communauté doive être jugé trop hâtivement ou superficiellement. La délégation du Parlement européen qui a visité l'État d'Israël a d'ailleurs eu l'occasion de souligner que la Communauté européenne est encore une entité *in fieri*, une communauté dont la construction n'est pas encore achevée et qui est périodiquement exposée à certaines crises. Cela a comporté et continue de comporter parfois l'impossibilité pour elle d'assumer pleinement toutes les responsabilités que le monde extérieur lui assigne et lui demande d'endosser.

8. Cela dit, votre commission estime que cette position de la Communauté européenne devrait pouvoir évoluer, surtout si, comme il est souhaitable, des accords plus importants et plus larges peuvent se réaliser sous peu entre les Six en vue d'une politique commerciale commune intégrale et d'une commune orientation dans le domaine correspondant de la politique étrangère.

9. La délégation du Parlement européen qui s'est rendue en Israël a pu constater qu'une attitude amicale de la Communauté à l'égard des peuples arabes ne constitue pas en soi un élément contradictoire d'une politique de plus étroite coopération avec l'État d'Israël. Certes, de profondes et graves incompréhensions subsistent entre l'État d'Israël et le monde arabe, et la délégation du Parlement européen a d'ailleurs pu se rendre

compte sur place de l'état de danger et d'alarme permanent qui existe le long des frontières israéliennes.

Cependant, votre commission est convaincue qu'au prix d'incessants sacrifices une situation plus stable pourra être créée dans cette partie du monde si l'on multiplie les efforts de conciliation et de paix. Sous cet angle, l'Europe des Six devrait pouvoir jouer un rôle plus actif afin de contribuer à l'amélioration des rapports entre les États et d'obtenir ainsi ces éléments positifs qui sont indispensables à la paix et la sécurité du monde entier.

Depuis 1948, année qui a vu naître le nouvel État, cette partie du monde fut en proie à des crises périodiques qui ont mis la paix en danger.

La Communauté européenne devrait aujourd'hui, en manifestant une claire et concrète volonté politique, assumer ses responsabilités dans cette partie du monde.

10. Il convient en outre de souligner que la délégation du Parlement a été unanime à constater que, tout en ne faisant pas partie géographiquement de l'Europe, Israël est manifestement orienté vers notre continent, non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue politique et culturel.

11. Votre commission estime donc que la situation politique de l'État d'Israël ne devrait pas exclure un intérêt plus direct de la Communauté européenne et des liens de collaboration plus profonds.

CHAPITRE II

Les aspects économiques

12. Au cours de sa mission, la délégation du Parlement européen a pu constater le bien-fondé des affirmations qui ont déjà été faites dans les précédents rapports sur la situation économique générale de l'État d'Israël.

Une des principales caractéristiques de cette situation est l'expansion démographique extrêmement rapide. Le 15 mai 1948, jour de sa fondation, l'État d'Israël comptait une population de 810.000 habitants. En 1963, sa population était passée à 2.430.100 habitants, accusant un accroissement annuel moyen de 5 % environ, soit le plus fort du monde. L'économie israélienne a dû et doit encore aujourd'hui absorber d'innombrables immigrants, dont la majeure partie est dénuée de moyens d'existence. Cette immigration met le gouvernement israélien devant d'énormes problèmes en matière de logement, d'assistance, d'instruction et de

création de postes de travail. A cet égard, il est intéressant de signaler l'expérience positive d'Israël qui a réussi à absorber un nombre impressionnant de réfugiés par rapport à la population aborigène : il suffit de penser que, pendant la période de 1949 à 1951, deux habitants sur trois étaient des réfugiés venus récemment d'Europe ou de pays arabes.

13. Le secteur vers lequel s'oriente la majeure partie de la population immigrante est celui de l'agriculture, et cela tant pour des motifs d'ordre économique que pour des motifs d'ordre idéologique.

L'agriculture revêt une importance fondamentale dans l'idéologie et l'esprit israéliens. Comme le premier ministre Levi Eshkol a tenu à le déclarer à la délégation du Parlement européen, c'est l'idéal du « *retour à la terre* » qui est l'une des composantes du jeune État.

14. L'agriculture est donc pour le moment le secteur principal des activités israéliennes.

La délégation du Parlement européen a pu se rendre compte qu'en dépit des difficultés dues au climat, à la rareté des terres cultivables et au manque d'eau, des progrès, qualifiés à bon droit de miraculeux, ont été accomplis.

15. Seuls les chiffres peuvent donner une idée assez précise de l'incroyable développement de l'agriculture israélienne. En décembre 1948, Israël comptait 326 villages agricoles et une population rurale de 110.000 habitants; en décembre 1962, ces chiffres étaient passés respectivement à 706 villages et à 303.000 travailleurs. La superficie des terres cultivées, qui était de 160.000 ha en 1948-1949, atteignait 420.000 ha en 1962-1963. Les terres irriguées, qui étaient de 30.000 ha en 1948-1949, arrivaient à 144.000 ha en 1962-1963. Une augmentation analogue s'est produite en ce qui concerne l'utilisation de l'eau : 300 millions de m³ en 1948-1949 et 1.277.000 millions de m³ en 1962-1963 (ces chiffres englobent le volume d'eau utilisé à des fins domestiques et industrielles et qui représentait en 1962-1963, 21 % de la consommation totale) ⁽¹⁾.

16. La délégation du Parlement européen a été frappée par l'organisation agricole, aussi originale qu'extraordinaire, créée par le jeune État.

Cette organisation, qu'elle existe sous forme collectiviste dans les kibbutzin ou bien sous forme de coopérative dans les moshavin, présente des caractéristiques absolument uniques qui s'expliquent par le grand amour du peuple hébreux pour la terre et par la foi inébranlable qui l'anime. Il ne faut pas oublier que les immigrants sont d'origine

très diverse, n'ont souvent aucune connaissance technique et qu'avant leur arrivée en Israël ils ne s'étaient peut-être jamais adonnés à l'agriculture. Toutefois, l'intégration sociale s'est déroulée et se déroule admirablement : qu'ils soient natifs d'Asie ou d'Europe orientale, les citoyens d'Israël acquièrent tous avec une rapidité impressionnante non seulement le statut juridique prévu mais aussi et surtout le sentiment d'une appartenance à un nouvel État, à *leur* État. Naturellement, c'est l'un des problèmes les plus graves et les plus délicats existant en Israël. L'intégration des immigrants au nouvel État suscite toute une série de problèmes d'ordre psychologique, social et culturel.

17. La délégation du Parlement européen a été frappée par les énormes efforts déployés par Israël pour faire face aux problèmes de l'irrigation propres à tout le territoire de l'État. Les précipitations, qui atteignent 950 mm dans les plateaux de Galilée et 200 mm à Bersheva, n'atteignent même pas 30 mm à Eilat. Elles vont ainsi en diminuant du nord au sud du pays, alors que les terres arables se concentrent justement au centre et au sud de celui-ci.

Israël s'est donc vu placé devant le problème de la distribution des eaux entre les diverses régions et devant la nécessité de les utiliser aussi rationnellement que possible. De là, le grand projet en cours de réalisation qu'est la canalisation des eaux du lac de Tibériade et de la Galilée supérieure vers le sud. C'est pour répondre à ces besoins que fonctionnent de grands centres de recherche scientifique, tels que l'Institut Weizmann, l'École polytechnique de Haïfa et l'Institut de recherche pour les zones arides de Bersheva; partout, on étudie les systèmes d'irrigation qui permettraient d'accroître la production avec un minimum de consommation d'eau. Toujours dans la même perspective, d'importants ensembles de désalinisation de l'eau de mer sont en cours d'aménagement.

18. Cependant, si l'agriculture constitue une activité importante d'Israël, il faut dire que l'économie du pays est largement fondée sur le commerce.

L'État d'Israël est un pays qui, en raison de sa position géographique, forme un centre commercial de première importance. Situé à l'extrémité occidentale de l'Asie, il constitue un pont entre l'Europe et l'Afrique, grâce à ses ports sur la Méditerranée à l'ouest, et sur la mer Rouge au sud et à l'est. Dès à présent, le port d'Eilat reçoit les pétroliers en provenance de l'Iran. De là le pétrole est acheminé vers les raffineries de Haïfa par un important pipe-line.

19. L'intérêt que revêt le commerce extérieur pour l'économie israélienne est illustré par le fait

⁽¹⁾ Chiffres extraits de la publication israélienne « Agriculture » d'Abraham Harman, juin 1963, établie sur la base des données fournies par l'Office central des statistiques de l'État d'Israël et le département du développement rural de l'Agence hébraïque d'Israël.

qu'il représentait en 1963 un montant d'environ 430 dollars par tête d'habitant. Au cours de la même année, les exportations s'élevaient à environ 350 millions de dollars contre un total d'importations de l'ordre de 674 millions de dollars ⁽¹⁾.

Sous ce rapport, les relations commerciales avec les pays de la C.E.E. prennent une importance particulière : en 1963, le volume des importations en provenance de la Communauté représentait une valeur de 154,5 millions de dollars et celui des exportations une valeur de 106,4 millions de dollars.

20. Un tiers du commerce israélien se fait donc à partir ou à destination des pays de la Communauté européenne. Il est indéniable que les relations commerciales entre la Communauté et Israël constituent une des principales conditions du développement du nouvel État. Du reste, ce fait est amplement mis en relief dans toutes les déclarations des responsables gouvernementaux qui ont justement prévu l'amélioration des relations commerciales avec la Communauté européenne comme un élément fondamental du plan de développement.

21. La délégation du Parlement européen a pu se rendre compte de toute l'importance du commerce entre la Communauté européenne et Israël au cours des nombreux contacts qu'elle a eus, à divers niveaux, avec les principaux responsables de la vie politique, économique et sociale du pays.

22. En effet, la situation politique actuelle fait obstacle à la création de débouchés vers les marchés les plus proches; d'autre part, l'Afrique a des produits qui ont en grande partie un caractère concurrentiel, cependant que les États-Unis et le Canada sont très lointains.

23. En résumé, l'Europe représente le marché économique « naturel » d'Israël qui, non seulement économiquement, mais aussi du point de vue historique et culturel, trouve d'ailleurs son centre d'orientation le plus important dans le bassin méditerranéen.

24. C'est pourquoi l'accord commercial du 4 juin 1964 n'a certainement pas satisfait les exigences et les besoins qui sont ceux d'Israël.

Durant l'année 1964, les exportations d'Israël vers la Communauté se sont élevées à 104 millions de dollars, soit 28 % du total des exportations

(1963 : 106 millions, soit 31 % des exportations globales) ⁽¹⁾.

Votre commission désire attirer l'attention du Parlement sur les principaux points d'intérêt immédiat exposés par Israël et qui ont fait l'objet des colloques organisés par la délégation du Parlement européen.

25. Au cours d'un intéressant échange de vues avec les dirigeants de l'office de vente des agrumes, la délégation du Parlement européen a appris que, pour l'année 1965, 60 à 70 % de la production totale d'agrumes — qui atteignait environ 500.000 tonnes — ont été destinés à l'exportation, 20 à 25 % à la consommation intérieure et 10 à 15 % à la transformation. Un tiers des exportations a été dirigé vers le Royaume-Uni et 40 % environ vers les pays du marché commun. Alors que ces exportations représentaient au Royaume-Uni 42 % de la consommation locale, elles ne représentaient que 6 % de la consommation des pays de la Communauté européenne.

Les exportations d'agrumes interviennent pour environ 18 % dans le total des exportations israéliennes; le principal problème des relations commerciales entre l'État d'Israël et la Communauté européenne est donc celui de ces produits.

26. A ce sujet, votre commission estime qu'il est nécessaire d'étudier les différents aspects du problème.

En effet, on entend souvent dire que les exportations d'agrumes israéliens vers la Communauté européenne sont entravées du fait qu'un des pays de la Communauté, l'Italie, produit des agrumes

⁽¹⁾ Source : Bulletin statistique d'Israël — Commerce extérieur — Office central de statistique, Jérusalem, janvier 1965, n° 1. Le tableau suivant, tiré de la même source, indique le volume des exportations de certains produits à destination du Marché commun.

	I-XII 1963			I-XII 1964		
	Total		Marché commun	Total		Marché commun
	Millions de dollars		%	Millions de dollars		%
Total des exportations	349,5	106,5	30,5	369,7	104,1	28,2
Agumes	89,0	30,0	33,7	52,8	18,1	34,3
Oufs	5,2	4,1	78,8	5,6	3,2	57,1
Huiles végétales	5,4	3,4	63,0	5,7	2,4	42,1
Conserves	17,1	4,9	28,7	22,8	5,0	25,9
Produits chimiques	13,0	2,8	21,5	17,4	2,9	16,7
Textiles, vêtements, chaussures	33,2	3,3	9,9	41,5	4,3	10,4
Diamants taillés	116,0	32,7	28,2	137,6	42,0	30,5

La valeur des exportations vers l'A.E.L.E. est tombée de 96 millions en 1963 à 94 millions de dollars en 1964. De 1963 à 1964, leur part dans les exportations globales est passée de 28 % à 26 %. En 1964, les exportations ont été dirigées en majeure partie vers les États-Unis : 55 millions de dollars (1963 : 46 millions); le Royaume-Uni : 46 millions de dollars (1963 : 48 millions); l'Allemagne occidentale : 33 millions de dollars (1963 : 39 millions); les Pays-Bas : 30 millions de dollars (1963 : 24 millions); la Suisse : 26 millions de dollars (1963 : 25 millions) et la Belgique : 22 millions de dollars (1963 : 20 millions).

⁽¹⁾ Cf. tableau statistique en annexe.

à un coût élevé et voudrait éviter la concurrence des produits israéliens.

En réalité, il ne faut pas confondre la production d'agrumes avec la production d'oranges. Il est exact que l'Italie produit à un prix élevé des oranges et des citrons *d'hiver* et qu'elle demande une protection spéciale; mais elle n'est pas particulièrement intéressée à la production des pamplemousses qui est un des principaux agrumes d'Israël, pas plus qu'Israël ne l'est à celle des citrons.

Il convient en outre de souligner que les exportations italiennes d'oranges dans les autres pays de la C.E.E. ne représentent que 6 % de la consommation totale de ces pays.

27. Le problème est beaucoup plus complexe.

Tout d'abord, il existe déjà des accords particuliers, dont certains sont antérieurs à la signature du traité de Rome, et qui prévoient l'octroi par un pays de la Communauté d'un régime préférentiel pour les oranges en provenance d'autres pays tiers, tels que le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Si l'application de ce régime venait à s'étendre à toute la Communauté et s'il devait s'y ajouter une nouvelle préférence pour les oranges provenant d'Espagne, les exportations israéliennes courraient un danger sérieux.

En fait ⁽¹⁾, les cinq pays de la Communauté non producteurs (exception faite par conséquent de l'Italie) importent des oranges du Maghreb (notamment de l'Algérie et du Maroc) pour 36 % d'Espagne pour 49 %, d'Israël pour 6 %, d'Italie pour 6 %, d'autres pays (Afrique du Sud et Californie par exemple) pour 6 %.

Ces précisions montrent bien que les préoccupations israéliennes ne concernent pas en particulier la production d'oranges italiennes et la préférence communautaire qui leur est accordée, mais l'extension éventuelle de la préférence existant déjà dans l'un des pays membres pour la production du Maghreb et l'octroi éventuel d'une préférence à la production de l'Espagne ou d'autres pays tiers.

28. C'est la raison pour laquelle les autorités israéliennes demandent notamment des *garanties* et des *engagements* en ce qui concerne les *accords que la Communauté conclura ultérieurement avec d'autres pays tiers producteurs d'oranges*. C'est également pourquoi Israël insiste sur le protocole annexé à l'accord commercial et suivant lequel « au cas où la Communauté conclurait un accord susceptible d'affecter substantiellement l'écoulement de ce produit sur le marché communautaire, la question sera examinée au sein de la Commission mixte ».

29. Comme on peut le voir, le problème ne saurait être résolu uniquement en conciliant les intérêts italiens et les intérêts israéliens. S'il en était ainsi, la question serait simple, comme l'ont du reste reconnu les autorités gouvernementales des deux pays lors de nombreuses rencontres bilatérales.

Certes, votre commission n'entend pas affirmer que la protection des oranges italiennes n'a aucune incidence sur le commerce des oranges israéliennes dans la Communauté. Israël reconnaît le bien-fondé et la légitimité d'une protection communautaire de la production italienne, mais il préférerait qu'elle se fasse par la voie de subventions directes plutôt que par le jeu d'une taxe compensatoire, ainsi que le prévoit la modification du règlement n° 23 dont l'adoption est imminente. En effet, étant donné que les exportations italiennes d'oranges dans la Communauté ne représentent que 6 % des importations totales de la Communauté, d'aucuns estiment que ce pourcentage plutôt faible pourrait être protégé aussi efficacement par d'autres formes d'interventions, subventions directes à la production, amélioration des infrastructures et des transports, facilités fiscales, etc. Par contre, une taxe compensatoire pourrait provoquer un renchérissement de toutes les oranges importées, et cela à l'unique fin de protéger 6 % de celles-ci. Dans le même ordre d'idées, il serait de l'intérêt de tous les producteurs, y compris ceux de la Communauté, de favoriser la politique commerciale qui provoque l'augmentation de la consommation et non point une politique qui, en faisant monter les prix, risque d'entraîner une diminution de la consommation globale.

30. Cependant, votre commission pense que le problème est beaucoup plus complexe et qu'il ne s'agit pas de voir si telle ou telle mesure accidentelle peut être considérée comme satisfaisante. Il faut au contraire rechercher une solution globale qui soit applicable à l'ensemble de la production d'agrumes, en tenant compte des perspectives futures.

D'après des études récentes, le marché méditerranéen présentera au cours des années à venir un excédent d'environ 80.000 tonnes d'agrumes. En effet, la production d'agrumes ne cesse de croître mais la consommation ne progresse pas au même rythme.

Il faut donc trouver une solution globale conciliant les intérêts de tous les pays producteurs, y compris Israël et les pays déjà liés par des accords commerciaux à un ou plusieurs États membres de la Communauté ou aux autres pays du bassin méditerranéen avec lesquels des négociations ou des accords sont en cours.

31. Cet accord plus vaste pourra se réaliser uniquement grâce à une collaboration plus poussée de tous les pays producteurs du bassin méditerranéen et grâce à l'accroissement de la consommation.

⁽¹⁾ Cf. rapport de M. Blaise déjà cité, doc. 24 du 6 mai 1964.

Votre commission pense que tels sont les deux moyens de résoudre non seulement le problème particulier des relations entre la C.E.E. et Israël mais, d'une façon générale, les problèmes qui se poseront dans un proche avenir tant aux producteurs communautaires que dans le cadre des relations avec les autres pays du bassin méditerranéen.

32. Il conviendra donc de faire démarrer une initiative et une action — dont la C.E.E. devrait se faire la promotrice — en vue d'aboutir à un accord entre les producteurs de tous les pays intéressés du bassin méditerranéen et d'organiser en même temps une campagne tendant à accroître la consommation. Les résultats obtenus à cet égard par le Comité de liaison des agrumiculteurs de la Méditerranée (C.I.A.M.) devraient encourager l'action de la Communauté européenne qui, en faisant pression sur ce secteur, aurait alors l'occasion de jouer ce rôle politique plus important, déjà évoqué par votre rapporteur.

De même en ce qui concerne le marché intérieur de la Communauté, il faudrait exercer une action directe sur la consommation. D'après les données fournies à la délégation du Parlement européen, la consommation d'agrumes en Israël atteint environ 40 kg par personne alors qu'en Europe elle est à peine de 14 kg par personne.

33. Naturellement, il ne faut pas oublier que l'organisation du marché de production et de commerce des agrumes représente en soi un élément de stabilité du marché des fruits. Différents fruits, tels que les poires et les pommes, sont en effet susceptibles, en un certain sens, de concurrencer les agrumes, de sorte qu'une variation du prix de ces derniers risquerait de perturber tout le marché des fruits et légumes d'hiver.

C'est dans ce cadre et compte tenu de tous ces problèmes que doivent être orientées les études et l'action de la Commission de la C.E.E.

34. Autre produit très important du commerce extérieur israélien : les œufs. En 1962, Israël a exporté dans les six pays de la Communauté des œufs pour une valeur de \$6.213.000 ; par la suite, d'autres facteurs ont joué qui ont provoqué une diminution sensible des exportations israéliennes. En effet, en 1963, les exportations israéliennes sont tombées à 4.488.000 de dollars et cette tendance négative s'est encore accentuée en 1964.

35. Pendant les négociations qui ont abouti à la signature de l'accord commercial, les délégations ont longuement discuté des problèmes relatifs au commerce des œufs. Toutefois, en raison des

difficultés techniques, aucun accord n'a été conclu et la délégation israélienne a finalement accepté une déclaration de la Communauté par laquelle cette dernière s'engageait à poursuivre l'examen de la question, le cas échéant au sein de la Commission mixte, afin de trouver une solution dans le cadre des dispositions concernant la politique agricole commune.

36. Cependant la situation n'a malheureusement pas cessé de s'aggraver. Le 30 septembre 1964, la Commission de la C.E.E. a dû prendre une décision ⁽¹⁾ majorant les prélèvements de 0,125 unité de compte par kilogramme d'œufs en coquilles pour les importations d'œufs originaires de certains pays tiers, parmi lesquels Israël.

Les autorités israéliennes ont, bien entendu, vivement protesté contre ces mesures en prétendant notamment qu'elles portaient atteinte aux dispositions du G.A.T.T. (article 6). D'après celles-ci, un pays ne peut pas appliquer de mesures anti-dumping s'il n'a pas apporté la preuve d'un dumping réel. Israël soutient du reste qu'on ne peut l'accuser de manœuvres de dumping.

37. Il est de fait que les importations d'œufs en coquilles dans la Communauté — et le tableau annexé en témoigne — ont sensiblement diminué ; toutefois, tandis que cette diminution représente environ 6,7 % des échanges avec d'autres pays, elle constitue environ 38,4 % des échanges avec Israël. La Communauté européenne devrait chercher à résoudre ce problème de manière appropriée.

38. Les relations commerciales entre la Communauté et Israël posent un autre problème : celui du trafic dit « de perfectionnement passif ». Il a déjà fait l'objet d'un examen lors des négociations qui ont précédé la conclusion de l'accord mais il a été ensuite exclu de celui-ci.

En effet, Israël exporte vers la Communauté des produits finis fabriqués avec des matières premières importées de la Communauté. Les droits de douane des six pays de la Communauté frappent la valeur totale du produit fini. Dans celle-ci est évidemment inclus le coût de la matière première qui avait été importée des pays de la Communauté. C'est ainsi que la matière première incorporée dans le produit (et qui avait été importée d'un des pays de la Communauté) est frappée au même titre que le travail de transformation.

Comme on l'a déjà dit, ce problème n'a pas été résolu dans le cadre de l'accord commercial, et il est encore aujourd'hui un des points essentiels autour duquel tournent les discussions entre la Communauté et Israël, étant donné qu'il a fait l'objet d'un protocole annexe en vertu duquel la Communauté s'est engagée à poursuivre ses études dans ce domaine.

⁽¹⁾ Cf. J. O. n° 151 du 1^{er} octobre 1964.

39. Par ailleurs, d'après les données fournies par les autorités israéliennes à la délégation du Parlement européen, les importations de matières premières en provenance de la Communauté dépassent de beaucoup, en valeur, les exportations israéliennes de produits finis dirigés vers la Communauté car ces produits sont consommés en partie dans le pays même ou réexportés dans d'autres pays tiers. Lors des négociations, Israël avait demandé un traitement douanier spécial pour certains produits spécifiés, même pour les produits finis exportés dans un pays de la Communauté différant de celui dans lequel Israël s'était procuré les matières premières.

40. Le problème est très complexe, ne serait-ce que du fait que la Communauté n'a pas encore harmonisé les réglementations des États membres relatives au secteur douanier tout entier.

Reste qu'il faudrait étudier ce problème d'une façon concrète, abstraction faite des relations avec l'État d'Israël. En effet, ses incidences sur le plan commercial sont évidentes aussi bien pour la Communauté qu'en ce qui concerne ses relations avec les pays en voie de développement, associés ou tiers. Naturellement ces pays désirent acheter des machines ou des produits semi-finis en Europe et bénéficier de l'assistance technique nécessaire, d'autre part, ils doivent être également en mesure de vendre à l'Europe, à des conditions acceptables, au moins une partie des produits fabriqués avec l'aide européenne et en retirer un profit réel pour leur industrialisation et leur commerce dans le contexte des relations avec l'Europe.

41. Bien que, du moins pour le moment, la situation économique d'Israël dépende encore en grande partie de la production agricole et du commerce des agrumes auxquels il est indispensable d'assurer les débouchés nécessaires, il ne faut pas sous-estimer pour autant le développement très rapide du secteur industriel.

Le gouvernement israélien accomplit des efforts considérables dans ce sens. D'après les données figurant dans le rapport annuel de la Banque d'Israël pour 1963 ⁽¹⁾, l'emploi de la population active dans le secteur agricole est resté stationnaire et est allé ensuite en diminuant en dépit d'une immigration très forte et constante. En 1958, la population travaillant dans l'agriculture représentait 17,6 % de la population active, en 1961 16,5 % et en 1963 14,4 %. Par contre, de 1958 à 1963, on a enregistré dans le secteur industriel une augmentation d'environ 7,5 % par an de la main-d'œuvre pour atteindre enfin 25,8 % de l'ensemble de la population active par rapport à 1963.

42. L'État d'Israël n'est certainement pas un pays riche. Ses ressources naturelles sont plutôt réduites : peu de pétrole et de gaz naturel, quelques minerais, de grandes quantités de potasse dans la mer Morte. Il ne possède pas d'énergie hydraulique ni de charbon, ni de forêts naturelles et le manque d'eau pose aussi pour le développement industriel un problème très grave.

43. Autre problème essentiel pour le secteur industriel : celui de l'intégration sociale et économique des immigrés. Ce problème est encore plus évident dans l'industrie que dans l'agriculture et les autorités gouvernementales font des efforts considérables pour essayer de le résoudre : des centaines de cours de formation professionnelle, des écoles professionnelles, des cours d'enseignement technique sont organisés chaque année même pendant la durée du service militaire des citoyens. Ces systèmes ont permis de multiplier les capacités de production de l'industrie israélienne et de combler en grande partie ce « retard » technique qu'accusent normalement les régions dont le développement industriel s'est effectué à un rythme plus lent.

44. La délégation du Parlement européen a pu constater les efforts considérables accomplis pour produire l'énergie électrique nécessaire à l'industrie, non seulement à l'aide des installations traditionnelles mais également à travers des études approfondies sur les possibilités d'exploitation de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne.

45. La délégation du Parlement européen a pu se rendre compte qu'en réalité le rapide développement de l'économie israélienne avait trois causes fondamentales : d'une part, la constante augmentation de main-d'œuvre à laquelle correspond une augmentation de l'investissement du travail; d'autre part, une mécanisation toujours plus poussée liée à l'accroissement des capitaux investis; enfin, un rendement de plus en plus élevé du travail et des capitaux.

46. Ces circonstances nous autorisent à considérer comme réalisables les prévisions du plan de développement qu'Israël a mis au point. Ce plan vise notamment à accroître l'augmentation du produit national brut de 10 % par an de façon à permettre l'absorption d'environ 70.000 immigrants par an; en même temps, il doit promouvoir le développement du Neghev et de la Galilée centrale et réduire progressivement le déficit de la balance commerciale, aujourd'hui compensé en partie par le paiement des indemnités versées au titre de réparations de guerre.

47. Pour atteindre ces objectifs, la consommation privée ne doit pas augmenter de plus de 2,5 % par an et la consommation publique de plus de

⁽¹⁾ Banque d'Israël — Rapport annuel de 1963, Jérusalem, mai 1964.

1,5 % (pour ces trois dernières années, la moyenne a été de 6 %). Par contre, les exportations devraient progresser d'environ 20 %, ce qui impliquera une action visant à freiner la demande intérieure de biens de consommation qui tend à croître en raison d'un gonflement exceptionnel de la population et du relèvement du niveau de vie.

48. En d'autres termes, le plan de développement israélien se résume à ceci : accroître la production, tempérer la consommation dans certains secteurs, augmenter les exportations. Naturellement cela implique des sacrifices énormes et la compréhension des pays tiers car il est évident que le principal problème qui se posera à Israël dans les années prochaines sera de réduire le déficit de sa balance commerciale et de compenser la réduction des entrées due à la disparition des indemnités versées au titre de réparations de guerre.

Le programme de développement israélien est donc directement lié au succès de la politique commerciale du pays.

49. L'accord commercial existant suffit-il à assurer l'extension des relations commerciales entre la Communauté et Israël?

Les rapports et les débats que le Parlement européen a déjà consacrés à cette question ont fourni une réponse que votre rapporteur ne peut que confirmer, notamment à la suite de la mission en Israël. Et ce n'est pas une réponse positive.

50. Cet accord prévoit la réduction du tarif extérieur commun des Six pour vingt et un produits qui intéressent l'économie israélienne. Cette réduction de 20 % en moyenne est entrée en vigueur grâce à des dispositions prises par les différents pays membres de la Communauté étant donné que le tarif extérieur commun ne deviendra vraiment une réalité qu'en 1970, voire en 1967.

De son côté, l'État d'Israël s'est déclaré disposé à favoriser les importations provenant de la Communauté. C'est un point important de l'accord, car il souligne le caractère de réciprocité des dispositions.

51. Une commission mixte, composée de représentants de la Communauté et de l'État d'Israël, se réunira une fois par an pour veiller à la bonne exécution de l'accord et examiner l'évolution des échanges commerciaux. *Mais cette commission peut aussi suggérer des moyens d'améliorer le système actuel.*

52. De l'avis de votre commission, il faudrait avant tout tirer parti au maximum des possibilités que contient l'accord.

Certes, l'objectif final doit demeurer une association entre la Communauté et Israël, de façon

à satisfaire au mieux et avec des moyens appropriés, les exigences et les intérêts du peuple israélien.

53. Si le cadre politique et juridique de l'association ne se trouve pas encore bien défini dans la politique de développement de la Communauté, si, à ce point de vue, des problèmes très vastes se posent en ce qui concerne la politique générale de la Communauté européenne vis-à-vis d'autres pays européens, il n'en reste pas moins qu'une association d'Israël pourrait être réalisée, éventuellement à l'aide d'une formule « *sui generis* ».

54. En effet, il ne devrait pas y avoir, à propos d'Israël, des problèmes de caractère formel. Toutefois si, pour le moment, une véritable association ne peut constituer le cadre institutionnel des relations entre Israël et la Communauté européenne, il importe de revoir l'accord commercial actuel et d'en étendre le champ d'application, afin d'apporter une solution satisfaisante aux principaux problèmes que posent ces relations, résultat auquel ne pourrait peut-être pas parvenir l'association.

En d'autres termes, votre commission est d'avis qu'il ne s'agit pas d'un problème formel mais d'un problème de contenu des accords dans le cadre desquels devraient se développer de plus amples relations entre la Communauté et Israël.

55. L'accord commercial, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1964, a été conclu pour une durée de trois ans pendant laquelle la Commission mixte a également le pouvoir de suggérer de nouvelles améliorations. Sur le modèle de cet accord, il doit être possible d'entreprendre immédiatement la révision qui s'impose. Il est certainement possible dès à présent d'étudier, également au sein de la Commission mixte, les voies et moyens d'une collaboration plus intense entre la Communauté et l'État d'Israël.

56. Sans aucun doute cela représente un effort quotidien tant sur le plan du travail que sur celui de la compréhension et de l'amitié. Mais c'est justement cet effort constant que votre commission souhaite et demande de faire à l'exécutif de la C.E.E. Des réunions plus fréquentes de la Commission mixte, tous les semestres par exemple, constitueraient déjà une première étape dans cette voie.

Au delà de toute déclaration d'intentions qui risquerait de ne traduire qu'une attitude velléitaire, la Communauté européenne doit étudier les mesures qui s'imposent, notamment pour les secteurs les plus importants indiqués dans le présent rapport.

57. C'est pour ces raisons que votre commission désire donner au présent rapport un caractère

et un contenu provisoire. Parce que le Parlement et ses commissions compétentes devront continuer à suivre les efforts de la Communauté dans ce secteur. Les résultats obtenus devront nécessairement être stimulés et contrôlés et c'est dans ce sens que le Parlement européen peut et doit conti-

nuer à contribuer au développement de ses relations avec Israël.

58. Votre commission invite donc le Parlement à adopter la proposition de résolution suivante.

**Proposition de résolution
relative aux relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël**

Le Parlement européen,

- confirmant ses résolutions du 22 janvier ⁽¹⁾ et du 13 mai 1964 ⁽²⁾ (doc. 125, 1963-1964 et 31, 1964-1965);
- approuvant le rapport intérimaire présenté par M. G. L. Moro au nom de la commission du commerce extérieur (doc. 8);
- convaincu de la nécessité de renforcer et d'améliorer les relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël;
- estimant qu'une présence plus active de la Communauté dans cette partie du bassin méditerranéen pourra contribuer à l'amélioration des rapports entre les États limitrophes sur le plan de la coopération économique et favoriser ainsi l'instauration d'une paix stable et certaine;

1. *Réaffirme* que seule l'association d'Israël à la Communauté européenne, conformément à l'article 238 du traité instituant la Communauté économique européenne, permettra de satisfaire entièrement les intérêts réciproques;

2. *Invite* en attendant la Commission de la Communauté économique européenne à appuyer également dans le cadre de la Commission mixte prévue par l'accord commercial du 4 juin 1964, toute initiative tendant à développer progressivement les relations entre la Communauté européenne et l'État d'Israël afin de parvenir à un accord plus large dont le contenu soit de nature à promouvoir l'association d'Israël à la Communauté;

3. *Demande* en particulier que soient prises par la Communauté des initiatives concrètes destinées à promouvoir l'organisation de la production et du commerce des agrumes du bassin méditerranéen et propres à favoriser la consommation des agrumes sur le territoire de la Communauté;

4. *Recommande* l'adoption de mesures permettant de parvenir à la solution des problèmes posés par le « trafic de perfectionnement passif » entre la Communauté et l'État d'Israël;

5. *Recommande en outre* de prendre dûment en considération les exigences de l'État d'Israël en ce qui concerne les courants commerciaux vers la Communauté quant aux produits agricoles qui intéressent l'économie israélienne;

6. *Invite* la Commission de la Communauté économique européenne à promouvoir et à soutenir une participation plus large de la Communauté au développement industriel d'Israël;

⁽¹⁾ J.O. n° 24 du 8 février 1964, p. 413/64.

⁽²⁾ J.O. n° 81 du 27 mai 1964, p. 1267/64.

7. *Charge* sa commission du commerce extérieur de suivre le développement des rapports entre la Communauté européenne et l'État d'Israël et de présenter, en temps opportun, un nouveau rapport;

8. *Donne mandat* à son président pour transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil de ministres et à la Commission de la Communauté économique européenne.

**Avis
de la commission de l'agriculture**

Rapporteur pour avis : M. H. Vredeling

Conformément aux dispositions des articles 38 et 43 du règlement, le président du Parlement européen a, par lettre du 23 février 1965, désigné la commission de l'agriculture comme compétente pour avis en ce qui concerne le problème des relations entre la C.E.E. et Israël, problème pour lequel la commission du commerce extérieur est compétente au fond.

Au cours de sa réunion du 25 février 1965, la commission de l'agriculture a chargé M. Vredeling de rédiger un avis intérimaire à l'intention de la commission du commerce extérieur.

Le présent avis a été adopté par 6 voix contre 2 et 3 abstentions lors de la réunion du 10 mars 1965.

Étaient présents : MM. A. Sabatini, vice-président, H. Vredeling, vice-président et rapporteur, H. Bading, G. Bersani (suppléant M. A. Storch), G. Braccesi, E. Carboni, H. J. Klinker, H. Kriedemann, A. Mauk, S. A. Posthumus (suppléant M. F. Vals), H. Richarts.

I — INTRODUCTION

1. Deux produits méritent une attention particulière lorsque l'on considère les relations entre la C.E.E. et l'État d'Israël au point de vue des échanges de produits agricoles, à savoir : les agrumes et les œufs. Les données suivantes permettront d'éclaircir les problèmes qui se posent à ce sujet.

a) Agrumes

2. Ces produits constituent 18 % environ de la production agricole d'Israël et quelque 70 % de la totalité des produits agricoles exportés par ce pays. La situation se présente comme suit pour les différents agrumes :

En 1961-1962, la production totale d'agrumes a été de 492.000 tonnes dont

405.000 tonnes d'oranges et mandarines
69.000 tonnes de pamplemousses
18.000 tonnes de citrons

492.000 tonnes

Les exportations d'agrumes se décomposent comme suit :

— oranges et mandarines	84 %
— pamplemousses	14 %
— citrons	2 %

Les exportations d'agrumes dans la C.E.E. se répartissent comme suit :

— oranges et mandarines	80 %
— pamplemousses	20 %
— citrons	0 %

Les agrumes interviennent pour environ 20 % dans le volume total des exportations; cependant, du point de vue du produit net de l'ensemble des exportations, ils représentent 40 % des revenus du pays. En effet, pour ces produits, la valeur ajoutée est plus importante que pour les autres articles d'exportation, qui se composent en majeure partie de matières premières et de produits semi-finis importés. En raison de la nature du sol et du climat, les agrumes sont pratiquement, pour Israël, les seuls produits dont les conditions de production soient relativement favorables.

3. Les exportations d'agrumes sont entièrement orientées vers l'Europe occidentale. Le Royaume-Uni en absorbe un tiers et les pays membres de la C.E.E. environ 30 %. Si l'on considère les importations de la C.E.E., on constate que les importations en provenance d'Israël ne couvrent que 6 % de la consommation d'oranges dans la Communauté. Les importations d'oranges par les pays de la Communauté économique européenne qui n'en produisent pas eux-mêmes (l'Italie est le seul pays producteur) se décomposent comme suit (chiffres globaux) ⁽¹⁾ :

Maghreb (principalement l'Algérie et le Maroc)	36 %
Espagne	49 %
Afrique du Sud et Californie	3 %
Italie	6 %
Israël	6 %

La commission de l'agriculture croit utile de reproduire les chiffres suivants relatifs à l'année 1963, qui ont été fournis par les services de la

⁽¹⁾ Voir le rapport fait par M. P.A. Blaisse, au nom de la commission du commerce extérieur, sur l'accord de coopération économique et commerciale à conclure entre la Communauté économique européenne et l'État d'Israël, doc. 24, 1964-1965, paragraphe 56.

Commission de la C.E.E., afin de donner une vue plus complète de la situation :

Tableau général de la production, de la consommation et des importations et exportations de la C.E.E.

	Oranges (tonnes)	Citrons (tonnes)	Agrumes (tonnes)
Production	931.000	487.000	1.418.000
Importations ⁽¹⁾	1.418.000	207.000	1.625.000
Exportations	+ 2.349.000 — 25.000	694.000 60.000	3.043.000 85.000
Consommation	2.324.000	634.000	2.958.000
Niveau d'auto-approvisionnement	40,6 %	76,8 %	47,9 %

⁽¹⁾ 450 000 tonnes d'oranges ont été importées des pays du Maghreb.

b) Œufs

En 1962-1963, la production d'œufs représentait 9,16 % de l'ensemble de la production agricole. Les œufs interviennent dans les proportions suivantes dans les exportations israéliennes ⁽¹⁾ :

	Pourcentage des exportations agricoles	Pourcentage de l'ensemble des exportations
1960	16,9 %	5,07 %
1961	19,5 %	5,10 %
1962	12,5 %	3,54 %
1963	5,8 %	1,55 %

4. Les exportations dans la C.E.E. d'œufs provenant d'Israël ont évolué comme suit ⁽²⁾

1958	. . . . .	6.000 tonnes
1960	. . . . .	19.000 tonnes
1961	. . . . .	16.400 tonnes
1962	. . . . .	14.500 tonnes
1963	. . . . .	6.100 tonnes
1964	. . . . .	1.400 tonnes

II — COMMENTAIRES

5. La commission de l'agriculture a soumis les données reproduites ci-dessus à une analyse plus détaillée. Le problème des fruits subtropicaux étant à son avis plus complexe que celui des œufs, elle tient, pour des raisons d'ordre pratique, à commencer son étude par des considérations sur cette dernière question.

Le problème des exportations israéliennes d'œufs

6. Les chiffres fournis au paragraphe 4 révèlent que les exportations d'œufs dans la C.E.E. sont

en baisse. Il apparaît évident que l'entrée en vigueur de l'organisation commune des marchés dans le secteur des œufs y est pour quelque chose. En septembre 1964, la Commission de la C.E.E. s'est vue contrainte de fixer un prélèvement supplémentaire de 0,125 unité de compte par kilogramme pour les importations d'œufs en coquilles originaires de certains pays tiers, dont l'État d'Israël. Ce pays a vigoureusement protesté contre cette mesure, qui avait pour but de prévenir les pratiques de dumping. Depuis lors, ce conflit a été réglé, Israël s'étant engagé à ne pas exporter dans la C.E.E. à des prix inférieurs au prix d'écluse. La commission de l'agriculture se félicite de ce qu'un terrain d'entente ait ainsi pu être trouvé.

7. Néanmoins, elle tient à faire remarquer que les exportations dans la Communauté d'œufs provenant d'Israël ont un caractère temporaire. Pour Israël, la production d'œufs est d'intérêt social plutôt que commercial. Le pays doit, en effet, faire face à de graves problèmes d'immigration. L'élevage de poules est un des moyens utilisés pour assurer un emploi aux nouveaux venus. A cela s'ajoute le fait que l'aide des États-Unis à Israël comporte des fournitures de céréales fourragères. Vu que ces fournitures aussi bien que les activités susdites des immigrants auront un caractère temporaire, le jour viendra où Israël ne pourra plus exporter dans la C.E.E. sur une base concurrentielle.

8. Cependant, la commission de l'agriculture souhaite qu'on examine, au cours des négociations entre la C.E.E. et Israël, si la situation particulière de ce pays requiert toujours le maintien de la production d'œufs. Elle estime que s'il en va ainsi la Commission de la C.E.E. devrait prendre des mesures qui permettent de poursuivre l'importation d'une certaine quantité d'œufs en provenance d'Israël.

Le problème des exportations israéliennes d'agrumes

a) *La politique de la C.E.E. dans le secteur des fruits et légumes*

9. A l'heure actuelle, la commission de l'agriculture n'est pas encore en possession du texte définitif de la décision du Conseil concernant la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne relative à un règlement portant modification de l'article 11, paragraphe 2, du règlement n° 23 ⁽¹⁾. Cependant, selon des informations recueillies à Bruxelles, le Conseil aurait marqué son accord sur les grandes lignes de la proposition de la Commission de la C.E.E. Cela signifie que des taxes compensatoires seront appliquées aux importations en provenance des pays tiers afin d'assurer le respect du prix de référence.

⁽¹⁾ Ces chiffres ont été fournis par la délégation d'Israël auprès des Communautés européennes à Bruxelles.

⁽²⁾ Chiffres fournis par les services de la Commission de la C.E.E.

⁽¹⁾ Voir doc. 129, 1964-1965.

10. La commission de l'agriculture a conscience de l'importance des répercussions que cette réglementation peut avoir sur les importations en provenance de pays tiers, en l'occurrence d'Israël. Elle estime cependant que ce n'est pas le lieu pour rouvrir le débat sur cet épineux problème. Elle souligne toutefois que ce qui a été exposé ci-dessus au sujet de l'intérêt vital que les exportations d'agrumes présentent pour Israël illustre une fois de plus la gravité des responsabilités que la Communauté assume en la matière. La décision que vient de prendre le Conseil au sujet de l'article 11, paragraphe 2, du règlement n° 23 annonce la fin de la phase initiale. Elle sera suivie d'une série d'autres décisions importantes de la Communauté dans le domaine des fruits et légumes. En l'occurrence, la question de savoir à quel niveau les prix de référence seront fixés et comment les taxes compensatoires seront calculées revêt un intérêt primordial. La production d'agrumes, et plus particulièrement d'oranges, étant relativement faible dans la Communauté, la commission de l'agriculture souhaite que la décision susvisée soit appliquée en tenant compte des vœux légitimes de l'État d'Israël.

b) *Les relations particulières entre certains pays méditerranéens et la C.E.E.*

11. Le fait que les exportations d'oranges italiennes dans les autres pays de la C.E.E. ne couvrent que 6 % de la consommation totale de ces pays montre que le danger de limitation des exportations israéliennes peut ne pas provenir uniquement de ce côté.

Comme on l'a déjà vu au paragraphe 3 de cet avis, 36 % de la consommation des pays de la C.E.E. non producteurs d'oranges sont couverts par les importations en provenance des pays du Maghreb.

La position des pays du Maghreb

12. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie bénéficient actuellement d'une position préférentielle sur le marché français. Cette préférence s'établit comme suit ⁽¹⁾ :

Importations françaises

Algérie : Importation de la totalité de la production sous le régime de la franchise.

Maroc : Contingent de 150.000 tonnes par an, sous le régime de la franchise, en vertu d'un accord franco-marocain déjà en vigueur au moment de la signature du traité de Rome. Le contingent est utilisé à 100 %.

Tunisie : Contingent de 50.000 tonnes par an, sous le régime de la franchise, en vertu d'un accord franco-tunisien déjà en vigueur au moment de la signature du traité de Rome. Le contingent n'est pas entièrement utilisé.

Exportations globales de l'Algérie et du Maroc

Algérie : La totalité de la production est exportée en France sous le régime de la franchise.

Maroc : 150.000 tonnes par an sont exportées en France sous le régime de la franchise. 100.000 tonnes par an sont exportées en République fédérale et dans le Benelux ou ailleurs et sont soumises aux droits d'entrée normaux.

13. Des négociations sont actuellement en cours entre ces trois pays et la C.E.E. en vue d'établir des relations particulières. Au cas où la position préférentielle dont bénéficient ces pays sur le marché français serait étendue au marché commun, les exportations d'Israël dans la C.E.E. pourraient en être affectées.

14. La commission de l'agriculture rappelle à ce sujet la résolution du Parlement européen sur l'accord commercial entre la Communauté et l'État d'Israël, et notamment le paragraphe suivant de cette résolution :

« 6. Estime notamment qu'il s'impose que les accords qui pourraient être conclus à l'avenir avec d'autres pays tiers exportateurs d'oranges ne comportent, en matière d'importation d'oranges par la Communauté, aucune disposition discriminatoire à l'égard d'Israël » ⁽¹⁾;

La position d'autres pays méditerranéens producteurs d'oranges

15. La Grèce bénéficie sur le marché commun d'un traitement tarifaire préférentiel pour 22.000 tonnes d'agrumes.

Si, actuellement, la Turquie n'a pas de position privilégiée sur le marché commun pour la fourniture d'agrumes, il ne fait pas de doute qu'à l'avenir elle s'efforcera d'obtenir les mêmes privilèges que la Grèce.

Des négociations sont actuellement en cours entre la C.E.E. et le Liban en vue de la conclusion d'un accord commercial.

Très gros producteur d'agrumes, l'Espagne cherche à nouer des relations plus étroites avec la C.E.E.

⁽¹⁾ Ces données sont empruntées au document 24, 1964-1965.

⁽¹⁾ Voir J.O. n° 81 du 27 mai 1964, p. 1268/64.

c) *La nécessité d'une politique commune*

16. Selon des estimations de la F.A.O., le bassin méditerranéen aura, en 1970, un excédent d'oranges d'hiver d'environ 830.000 tonnes. La C.E.E. constitue le principal débouché des producteurs méditerranéens. Il est clair que des mesures fragmentaires ne peuvent suffire à résoudre ce problème.

La commission souligne à cet égard la nécessité pour la Communauté d'élaborer une « politique méditerranéenne »; seule une politique fondée sur une conception d'ensemble de la situation permettra de résoudre ces difficultés.

17. La commission de l'agriculture fait remarquer à ce propos que, lorsque la Communauté conclut des associations ou des accords commerciaux, elle doit se fonder sur des conceptions bien précises.

M. Pedini, membre du Parlement européen, a déjà attiré l'attention sur ce problème dans une question écrite à la Commission de la C.E.E. ⁽¹⁾. Dans sa réponse, la Commission de la C.E.E. s'est déclarée consciente « de ce que les associations déjà réalisées avec des pays du bassin méditerranéen, les conversations engagées avec d'autres, ainsi que les problèmes particuliers à certains États membres, doivent conduire, notamment dans le domaine agricole, à définir les grandes lignes d'une politique commune visant à coordonner les éléments des accords passés et à venir ».

d) *L'association avec l'État d'Israël*

18. A la lumière de cette déclaration de l'exécutif de la C.E.E., la commission de l'agriculture tient à attirer l'attention sur l'opportunité d'une association de l'État d'Israël avec la Communauté européenne. Elle rappelle à ce propos une déclaration de M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E., selon laquelle la C.E.E. a commis une erreur en n'accordant à Israël qu'un accord commercial et non la qualité de membre associé dont bénéficient la Grèce et la Turquie ⁽²⁾. A cette occasion, M. Mansholt a également déclaré qu'à son sens la meilleure façon de résoudre le problème

des relations entre la C.E.E. et Israël serait d'accorder à ce pays un statut identique à celui de la Grèce.

19. Rappelons d'autre part que la délégation du Parlement européen qui, sous la direction de son président M. Duvieusart, a fait une visite officielle en Israël au cours de l'automne 1964, a publié un communiqué de presse dans lequel il est dit notamment :

« En outre, les membres de la délégation estiment qu'au delà de cet accord commercial des initiatives devraient être prises et des négociations entamées afin d'aboutir dans un proche avenir à la conclusion d'une convention d'association. Une telle convention, permettant un développement continu, progressif et harmonieux des relations entre les partenaires, répond mieux qu'un accord commercial aux liens étroits qui doivent exister entre la Communauté européenne et l'État d'Israël » ⁽¹⁾.

20. La commission de l'agriculture voudrait ajouter à cela qu'en raison de la situation particulière où se trouve Israël, du point de vue tant économique que social, l'agriculture présente actuellement pour ce pays une grande importance. Il va cependant de soi que l'agriculture ne constitue pas un atout suffisant dans la lutte pour l'existence que mène ce jeune État. Si important que puisse être le développement de son agriculture, Israël ne pourra survivre sur le plan économique à défaut d'une expansion dans le secteur industriel. Il appartient à la C.E.E., notamment par une association à brève échéance avec Israël, de remédier à cette situation. La commission de l'agriculture envisage à ce sujet la solution suivante. Israël doit être associé davantage à l'aide que la C.E.E. accorde aux pays en voie de développement. En effet, Israël a dans ce domaine une grande expérience et devrait par conséquent participer, dans toute la mesure du possible, à l'assistance technique que la C.E.E. accorde aux pays qui lui sont associés, ce qui contribuerait à le tirer de son isolement politique et économique.

⁽¹⁾ Voir J.O. n° 58 du 9 avril 1964, p. 901/64.

⁽²⁾ Voir l'interview accordée par M. Mansholt au journal « Zdavar » (9 octobre 1964).

⁽¹⁾ Cf. compte rendu de la mission effectuée dans l'État d'Israël par une délégation du Parlement européen sur invitation du président du Parlement israélien (PE 13.077 (Bur.), page 10, 6^e alinéa).

Échanges commerciaux d'oranges (C.S.T. 051.11) ⁽¹⁾

Importation dans les États membres de la C.E.E. en 1963

(en milliers de dollars)

Origine	France	U.E.B.L	Pays-Bas	Allemagne (RF)	Italie	C.E.E.
En provenance d'Israël	1.966	2.918	4.874	15.129	—	24.887
— Augmentation par rapport à 1962	(+ 1.937)	(+ 1.665)	(+ 3.027)	(+ 6.603)	—	(+ 13.232)
En provenance d'autres pays	92.960	15.918	25.725	96.777	32	231.412
— Augmentation par rapport à 1962	(+ 9.246)	(+ 1.605)	(+ 1.719)	(— 9.373)	(— 18)	(+ 3.179)

Source : Office statistique des Communautés européennes, tableaux analytiques, importations de 1963, page 34.

⁽¹⁾ Pour 1964, l'Office statistique des Communautés européennes ne dispose pas encore de données complètes. On estime que les importations d'oranges en provenance d'Israël seront en baisse.

Échanges commerciaux d'œufs (C.S.T. 025.01)

(en coquilles)

(en milliers de dollars)

Origine	France	U.E.B.L	Pays-Bas	Allemagne (RF)	Italie	C.E.E.
En provenance d'Israël 1963	73	—	—	16	4.399	4.488
— Augmentation par rapport à 1962	(— 60)	—	—	(— 313)	(— 1.352)	(— 1.725)
En provenance d'autres pays	8.299	464	20	104.323	33.419	146.525
— Augmentation par rapport à 1962	(+ 2.625)	(— 125)	(+ 1)	(— 7.717)	(— 4.667)	(— 9.883)

Source : Office statistique des Communautés européennes, tableaux analytiques, importations de 1963, page 25.

Échanges commerciaux entre Israël et la C.E.E.

Exportations

(en millions de dollars)

	1958	1960	1961	1962	1963
Vers la C.E.E.	31,2	64,5	69,4	72,8	106,4
Total des exportations	136,4	216,6	245,3	279,2	349,9
Pourcentage des exportations vers la C.E.E.	22,9 %	29,8 %	28,3 %	26,0 %	30,4 %

Importations

	1958	1960	1961	1962	1963
En provenance de la C.E.E.	111,5	146,0	181,0	147,9	154,5
Total des importations	433,2	502,7	586,3	628,1	674,0
Pourcentage des importations en provenance de la C.E.E.	25,5 %	29,0 %	30,9 %	23,7 %	22,9 %

Déficit de la balance des paiements

	1958	1960	1961	1962	1963
Total du commerce extérieur	— 196,8	— 281,1	— 341,0	— 348,9	— 324,1
Échanges avec la C.E.E.	— 80,3	— 81,5	— 111,6	— 75,1	— 48,1

Source : Office statistique des Communautés européennes, Bulletin mensuel n° 12, 1964, tableau 18.

